

réf : [A 2015 00155 /](#)

PARTIE NORMALISEE

L'AN **DEUX MIL QUINZE**

Le ---

Maître **ROCHE Jean-Luc**, [notaire, associé de la société civile professionnelle "Jean-Luc ROCHE et Eric PELLETIER, notaires associés", titulaire d'un office notarial à CHATEAU-RENAULT \(Indre et Loire\), 11 place Jean Jaurès, soussigné,](#)

A reçu le présent acte authentique entre les personnes ci-après identifiées :

VENTE D'IMMEUBLE

IDENTIFICATION DES PARTIES

1) Vendeurs

Premier VENDEUR :

Monsieur **Gérard André LAUMONIER**, [retraité](#), demeurant à [VILLEDOMER \(37110\), 5 La Chanterie.](#)

Né à [LOCHES \(37600\)](#), le [25 août 1953](#).

Epoux en [premières noces](#) de Madame **Monique Marie Elise CHEVREAU**.
[Monsieur et Madame LAUMONIER mariés à la Mairie de TAUXIGNY \(37310\), le 30 juillet 1977, sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union, lequel régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.](#)

De nationalité [française](#).

Résidant en France.

Deuxième VENDEUR :

Monsieur **Joël Pierre Henri LAUMONIER**, [exploitant agricole](#), demeurant à [CHEDIGNY \(37310\), La Rocherie.](#)

Né à [REIGNAC SUR INDRE \(37310\)](#), le [11 février 1955](#).

Epoux en [premières noces](#) de Madame **Elise Andrée Marie DALIBARD**.
[Monsieur et Madame LAUMONIER mariés à la Mairie de AZAY SUR CHER \(37270\), le 05 mars 1977, sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union, lequel régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire.](#)

De nationalité [française](#).

Résidant en France.

Désignés ci-après, ensemble, "LE VENDEUR"

Et soumis solidairement entre eux à toutes les obligations leur incombant en vertu du présent acte.

D'UNE PART

2) Acquéreur

Monsieur **Rémi DESCHAMPS**, [technicien](#), demeurant à [LOCHES \(37600\), 10 avenue Aristide Briand.](#)

Né à [CHAMBRAY LES TOURS \(37170\)](#), le [03 mai 1991](#).

Célibataire.

Majeur.

De nationalité [française](#).

Résidant en France.

N'étant pas engagé dans les liens d'un pacte civil de solidarité régi par les articles 515-1 et suivants du Code civil.

**Désigné ci-après "L'ACQUEREUR"
D'AUTRE PART**

3) Intervenants

Monsieur [Hubert Léon Henri LAUMONIER](#), [retraité](#), et Madame [Micheline Georgette Renée THIBAUT](#), [retraîtée](#), son épouse, demeurant ensemble à [REIGNAC SUR INDRE \(37310\), 25 rue du Jonceray](#).

Nés, savoir :

Monsieur à [REIGNAC SUR INDRE \(37310\)](#), le [28 mars 1928](#).

Madame à [REIGNAC SUR INDRE \(37310\)](#), le [22 décembre 1929](#).

[Monsieur et Madame LAUMONIER mariés](#) sans contrat à la Mairie de [REIGNAC SUR INDRE](#), le [08 novembre 1952](#), [Mariés sous l'ancien régime légal de la communauté de meubles et acquêts, aucun contrat de mariage n'ayant précédé leur union célébrée à la mairie de REIGNAC SUR INDRE le 8 novembre 1952; lequel régime n'a subi aucune modification depuis le 1er février 1966.](#)

Intervenant pour [autoriser la vente desdits biens et renoncer à leur droit de retour conventionnel](#).

Présence - représentation

1) En ce qui concerne le vendeur :

- Monsieur [Gérard LAUMONIER](#) est présent.

- Monsieur [Joël LAUMONIER](#) est présent.

2) En ce qui concerne l'acquéreur :

- Monsieur [Rémi DESCHAMPS](#) est présent.

3) En ce qui concerne les autres interventions :

- Monsieur et Madame [Hubert LAUMONIER](#) sont présents.

Terminologie

- Le mot "Vendeur" désigne le ou les "Vendeurs", présents ou représentés. Si le vendeur est une personne morale, le mot "Vendeur" s'applique alors tant à la personne morale elle-même qu'à ses représentants. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Le mot "Acquéreur" désigne le ou les acquéreurs, présents ou représentés. Si l'acquéreur est une personne morale, le mot "Acquéreur" s'applique alors tant à la personne morale elle-même qu'à ses représentants. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Les termes "le bien", "les biens", "les biens et droits immobiliers", "bien vendu", "biens vendus", "immeuble", "immeubles" ou "fractions d'immeuble" seront employés indifféremment pour désigner le ou les biens objets de la présente vente.

- Le mot "ensemble immobilier" désigne l'immeuble soumis au régime de la copropriété dont dépendent les Biens.

- Les mots "biens mobiliers", s'il en existe, désignent les meubles et objets mobiliers objet des présentes.

Capacité - Les contractants confirment l'exactitude des indications les concernant respectivement telles qu'elles figurent ci-dessus.

Ils déclarent en outre qu'ils ne font l'objet d'aucune mesure ou procédure civile ou commerciale susceptible de restreindre leur capacité ou de mettre obstacle à la libre disposition de leurs biens.

Election de domicile - Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège respectif.

OBJET DU CONTRAT

Le vendeur vend à l'acquéreur, qui accepte, la pleine propriété des biens dont la désignation suit :

DESIGNATION DES BIENS

Premier BIEN vendu par le premier VENDEUR :

Commune de REIGNAC SUR INDRE (Indre-et-Loire)

Un terrain agricole, situé(e) à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute,

L'ensemble cadastré de la manière suivante :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	ZM	0033	LA PRAIRIE HAUTE	83 a 20 ca
Contenance totale				83 a 20 ca

Deuxième BIEN vendu par le deuxième VENDEUR :

Commune de REIGNAC SUR INDRE (Indre-et-Loire)

Un terrain agricole, situé(e) à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute,

L'ensemble cadastré de la manière suivante :

Préfixe	Section	N°	Adresse ou lieudit	Contenance
	ZM	0032	LA PRAIRIE HAUTE	29 a 50 ca
Contenance totale				29 a 50 ca

Tel que le tout existe sans exception ni réserve et tel qu'il sera dénommé dans le cours de l'acte par le terme "l'immeuble".

Description - L'acquéreur déclare avoir visité les lieux à sa convenance et dispense le vendeur d'une plus ample désignation ou d'autres précisions concernant leur consistance.

Plan - Il est ici rappelé que l'immeuble vendu n'a pas donné lieu à l'établissement d'un plan par un géomètre-expert, mais il figure sous teinte jaune sur une copie du plan cadastral visée par les parties et demeurée ci-annexée (*annexes n°1 et n°1 bis*).

A toutes fins utiles, il est ici rappelé qu'un plan cadastral est un document administratif utilisé pour recenser et identifier les immeubles en vue de l'établissement des bases des impôts locaux. Sa finalité étant essentiellement fiscale, il n'a pas vocation à garantir un droit de propriété.

REFERENCES DE PUBLICITE FONCIERE

Premier BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute

Effet relatif - Donation-partage aux termes d'un acte reçu par Maître Dominique RAGOT, notaire à LOCHES (Indre-et-Loire), le 10 septembre 2002, publié au service de la publicité foncière de LOCHES, le 21 octobre 2002 volume 2002 P numéro 1883.

Deuxième BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute

Effet relatif - Donation-partage aux termes d'un acte reçu par Maître Dominique RAGOT, notaire à LOCHES (Indre-et-Loire), le 10 septembre 2002, publié au service de la publicité foncière de LOCHES, le 21 octobre 2002 volume 2002 P numéro 1883.

CHARGES ET CONDITIONS AYANT UNE INCIDENCE FISCALE

Frais - Tous les frais, droits et émoluments du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront payés par l'acquéreur, qui s'y oblige expressément.

Autres charges et conditions - La présente vente a lieu, en outre, aux charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles qui figureront ci-après, en suite de la partie normalisée.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Transfert de propriété - L'acquéreur aura la propriété de l'immeuble vendu à compter de ce jour ; il en supportera les risques à compter du même jour.

Entrée en jouissance - Le vendeur transmet à l'acquéreur la jouissance de l'immeuble vendu à compter de ce jour,

par la prise de possession réelle, l'immeuble étant libre de toute location et de toute occupation.

PRIX

Premier BIEN - La présente vente est conclue moyennant le prix de **TROIS MILLE SEPT CENTS EUROS (3.700,00 €)** pour les biens et droits immobiliers vendus par Monsieur Gérard LAUMONIER.

L'acquéreur a payé ce prix comptant au vendeur qui le reconnaît et lui en

consent bonne et valable quittance.

Dont quittance

Ce paiement a eu lieu à l'instant même, ainsi que le constate la comptabilité du Notaire soussigné.

Perception du prix de vente - L'immeuble vendu étant un bien propre au vendeur, les fonds représentatifs du prix seront perçus par lui, sans l'intervention de Madame.

Deuxième BIEN - La présente vente est conclue moyennant le prix de **MILLE TROIS CENTS EUROS (1.300,00 €)** pour les biens et droits immobiliers vendus par Monsieur Joël LAUMONIER.

L'acquéreur a payé ce prix comptant au vendeur qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

Dont quittance

Ce paiement a eu lieu à l'instant même, ainsi que le constate la comptabilité du Notaire soussigné.

Perception du prix de vente - L'immeuble vendu étant un bien propre au vendeur, les fonds représentatifs du prix seront perçus par lui, sans l'intervention de Madame.

FORMALITES - PUBLICITE FONCIERE - POUVOIRS

Formalité unique - Le présent acte sera soumis à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au service de la publicité foncière compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

Si, lors de l'accomplissement de cette formalité, ou postérieurement, dans les délais prévus aux articles 2379, 2381 et 2383 du Code civil pour l'inscription des privilèges immobiliers spéciaux, il existe ou survient des inscriptions grevant l'immeuble vendu du chef du vendeur ou des précédents propriétaires, le vendeur sera tenu d'en rapporter les mainlevées et certificats de radiation, à ses frais, dans les six mois des présentes.

Pouvoirs - Tous pouvoirs nécessaires pour produire au service de la publicité foncière compétent, les justifications qu'il pourrait réclamer et pour signer les actes complémentaires ou rectificatifs qu'il serait éventuellement utile d'établir sont consentis à tout clerc ou collaborateur de l'étude.

DECLARATIONS FISCALES

Impôt sur la plus-value - Le notaire soussigné a informé chaque vendeur qu'en vertu des dispositions des articles 150 U et suivants du Code général des impôts et sauf exonération prévue, une déclaration contenant les éléments servant à la liquidation de la plus-value éventuelle, établie conformément aux dispositions de l'article 150 VG du même code, doit être déposée par ses soins à l'appui de la réquisition de publier ou de la présentation à l'enregistrement, et que le montant de l'impôt sur la plus-value éventuelle sera prélevé sur le prix de vente et acquitté à cette même occasion.

En application de l'article 74 SJ de l'annexe II du Code général des impôts, le vendeur déclare sous sa responsabilité :

Monsieur Gérard LAUMONIER :

Qu'il dépend pour ses déclarations de revenus du [Centre des finances publiques d'AMBOISE \(Indre-et-Loire\)](#) ;

Et que [l'immeuble vendu lui a été donné par Monsieur Hubert LAUMONIER et Madame Micheline THIBAUT, son épouse, demeurant à REIGNAC SUR INDRE \(Indre-et-Loire\)](#), suivant acte du [10 septembre 2002](#), ci-dessus analysé.

Toutefois, la présente cession sera **exonérée** de taxation de toute plus-value, conformément aux dispositions de l'article 150 U II-6° du Code général des impôts, le prix de cession, apprécié en tenant compte de la valeur en pleine propriété de l'ensemble ou de la partie d'immeuble vendue étant inférieur ou égal à QUINZE MILLE EUROS (15.000,00 €) par vendeur, soit, conformément à l'instruction administrative BOI-RFPI-PVI-10-40-70-20140414, TRENTE MILLE EUROS (30.000,00 €) pour un couple.

En conséquence, **aucune déclaration de plus-value ne sera déposée** à l'appui de la formalité, conformément aux dispositions de l'article 150 VG III du Code général des impôts.

Monsieur Joël LAUMONIER :

Qu'il dépend pour ses déclarations de revenus du [Centre des finances publiques de LOCHES \(Indre-et-Loire\)](#) ;

Et que [l'immeuble vendu lui a été donné par Monsieur Hubert LAUMONIER et Madame Micheline THIBAUT, son épouse, demeurant à REIGNAC SUR INDRE \(Indre-et-Loire\)](#), suivant acte du [10 septembre 2002](#), ci-dessus analysé..

Toutefois, la présente cession sera **exonérée** de taxation de toute plus-value, conformément aux dispositions de l'article 150 U II-6° du Code général des impôts, le prix de cession, apprécié en tenant compte de la valeur en pleine propriété de l'ensemble ou de la partie d'immeuble vendue étant inférieur ou égal à QUINZE MILLE EUROS (15.000,00 €) par vendeur, soit, conformément à l'instruction administrative BOI-RFPI-PVI-10-40-70-20140414, TRENTE MILLE EUROS (30.000,00 €) pour un couple.

En conséquence, **aucune déclaration de plus-value ne sera déposée** à l'appui de la formalité, conformément aux dispositions de l'article 150 VG III du Code général des impôts.

Premier BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute

Impôt sur la mutation - Pour la perception des droits, le vendeur déclare

Qu'il n'est pas assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts ;

Que l'immeuble faisant l'objet des présentes ne doit pas être considéré comme un terrain à bâtir au sens de l'article 257 I 2 1° du Code général des impôts ;

En conséquence, **la présente mutation n'entre pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée** en vertu des dispositions de l'article 261 5 1° du Code général des impôts.

Base d'imposition - Pour le calcul de la taxe de publicité foncière, il est ici précisé que la base d'imposition s'élève à la somme de [TROIS MILLE SEPT CENTS EUROS \(3.700,00 €\)](#).

Taxe de publicité foncière - La taxe de publicité foncière sera perçue au taux prévu à l'article 1594 D du Code général des impôts.

Contribution de sécurité immobilière - Pour le calcul de la contribution de sécurité immobilière prévue à l'article 879 du Code général des impôts au taux de

0,10 %, la base d'imposition s'élève à la somme de TROIS MILLE SEPT CENTS EUROS (3.700,00 €).

Montant de la CSI : 3.700,00 € x 0,10 % = 15 € (minimum de perception)

Projet de liquidation des droits

Intitulé	Base	Taux	Montant
Taxe départementale	1.300,00	4,50 %	59,00
Frais d'assiette	59,00	2,37 %	1,00
Taxe communale	1.300,00	1,20 %	16,00
Total			76,00

Deuxième BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute

Impôt sur la mutation - Pour la perception des droits, le vendeur déclare

Qu'il n'est pas assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts ;

Que l'immeuble faisant l'objet des présentes ne doit pas être considéré comme un terrain à bâtir au sens de l'article 257 I 2 1° du Code général des impôts ;

En conséquence, **la présente mutation n'entre pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée** en vertu des dispositions de l'article 261 5 1° du Code général des impôts.

Base d'imposition - Pour le calcul de la taxe de publicité foncière, il est ici précisé que la base d'imposition s'élève à la somme de MILLE TROIS CENTS EUROS (1.300,00 €).

Taxe de publicité foncière - La taxe de publicité foncière sera perçue au taux prévu à l'article 1594 D du Code général des impôts.

Contribution de sécurité immobilière - Pour le calcul de la contribution de sécurité immobilière prévue à l'article 879 du Code général des impôts au taux de 0,10 %, la base d'imposition s'élève à la somme de MILLE TROIS CENTS EUROS (1.300,00 €).

Montant de la CSI : 1.300,00 € x 0,10 % = 15 € (minimum de perception)

Projet de liquidation des droits

Intitulé	Base	Taux	Montant
Taxe départementale	1.300,00	4,50 %	59,00
Frais d'assiette	59,00	2,37 %	1,00
Taxe communale	1.300,00	1,20 %	16,00
Total			76,00

ATTESTATION

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée du présent acte contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication au fichier immobilier des droits réels et à l'assiette de tous impôts, droits et taxes.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

DEUXIEME PARTIE
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES
ARTICLE L.271-1 DU CODE DE LA CONSTRUCTION
ET DE L'HABITATION

L'acquéreur déclare être informé ne pas pouvoir bénéficier des dispositions de l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation offrant un délai de rétractation de dix jours à l'acquéreur non professionnel d'un immeuble à usage d'habitation.

En effet, aux termes de la réponse ministérielle "Valleix" n°65241 (JOAN 15 octobre 2001, p. 5967), l'acquisition d'un terrain non bâti n'entre pas dans le champ d'application de l'article L.271-1 susvisé, et par ailleurs, le terrain vendu n'entre pas dans le champ d'application de l'article L.442-8 du Code de l'urbanisme relatif à la commercialisation d'un lot dépendant d'un lotissement autorisé en vertu d'un permis d'aménager.

Premier BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute
URBANISME - CONSTRUCTION - PREEMPTION

CERTIFICAT D'URBANISME

Du certificat d'urbanisme délivré le [13 juillet 2015](#), au titre de l'article L.410-1 a) du Code de l'urbanisme, et demeuré ci-annexé (*annexe n°2*), il résulte ce qui suit :

« Vu la demande d'un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain cadastré section ZM n°33 situé à **REIGNAC SUR INDRE**, « **La Prairie Haute** » présentée le **2 juillet 2015** par **Maître Eric PELLETIER, notaire associé** demeurant à **CHATEAU RENAULT, 11 place Jean Jaurès** et enregistrée par la mairie de **REIGNAC SUR INDRE** sous le numéro CUa **03719215H0021**,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants,

CERTIFIE

Article 1 :

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 à 8 du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L.410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et

participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Article 2 :

Le terrain est situé dans une commune dotée d'un plan local d'urbanisme approuvé le **3 septembre 2012.**

Il est classé en zone N.

De plus, le terrain est grevé des servitudes d'urbanisme suivantes :

- Il est situé en zone A4 dit d'aléa très fort du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la vallée de l'Indre.

Article 3 : Droit de préemption

Le terrain n'est pas soumis au droit de préemption urbain

Article 4 : servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publiques suivantes affectent l'utilisation du sol : néant.

Article 5 : taxes et redevances

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

- Taxe d'aménagement communale (taux 2%)
- Taxe d'aménagement départementale (taux 1,50%)
- Redevance d'archéologie préventive (taux 0,40%)

Article 6 : participations

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable.

- Participations pour équipements publics exceptionnels (article L.332-6-1-2° c) et L.332-8 du code de l'urbanisme).

Participations préalablement instaurées par délibération.

- Participation pour raccordement à l'égout (article L.332-6-1-2° d), L.332-11-1 et L.332-11-2 du code de l'urbanisme).

Article 7 : information préventive

L'attention du pétitionnaire est attiré sur : néant.

Fait à REIGNAC SUR INDRE, le 13 juillet 2015
Le Maire,

Loïc BABARY.

NOTA BENE : Le terrain, objet de la demande, est situé dans une zone exposée au risque sismique – zone de sismicité 2 – faible en application des articles R.563-4 et D.563-8-1 du code de l'environnement ».

CERTIFICAT D'ALIGNEMENT ET DE NUMEROTAGE

Par lettre en date du 13 juillet 2015, demeurée ci-annexée (*annexe n°3*), la mairie de REIGNAC SUR INDRE a fait savoir que l'immeuble objet des présentes n'est pas desservi par une voie du domaine public telle que chemin rural ou voie communale. Il est accessible par une parcelle privée. Il est donc en l'état et en l'absence de convention ou droit de passage, à considérer comme enclavé. Il n'est donc pas soumis à la procédure d'alignement.

Et par lettre en date du 13 juillet 2015, demeurée ci-annexée (*annexe n°4*), la mairie de REIGNAC SUR INDRE a fait savoir que le terrain cadastré section ZM n°33 n'a pas de numéro de rue.

DROIT(S) DE PREEMPTION

Droit de préemption urbain - La présente vente ne donne pas ouverture au droit de préemption urbain prévu par les articles L.211-1 et L.213-1 du Code de l'urbanisme.

En effet, l'immeuble est situé sur une portion de territoire où ce droit de préemption n'a pas été institué, ainsi qu'il résulte du certificat d'urbanisme sus-énoncé.

Société d'aménagement foncier et d'établissement rural - La présente mutation donnant ouverture au droit de préemption institué par l'article L.143-1 du Code rural et de la pêche maritime au profit de la SAFER, notification a été faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dont une copie certifiée conforme et l'accusé de réception sont demeurés ci-annexés.

Par lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée ci-annexée (*annexe n°5*), la S.A.F.E.R. a déclaré renoncer à exercer son droit de préemption.

En application de l'article L.412-9 du Code rural et de la pêche maritime, la présente mutation sera notifiée à la S.A.F.E.R. dans les dix jours.

Droit de préférence de la commune sur les terrains boisés - Le présent acte donne ouverture au droit de préférence institué par l'article L.331-24 du Code forestier au profit de la commune, la propriété ou les droits relatifs à celle-ci étant classée au cadastre en nature de bois et forêts et d'une superficie totale inférieure à quatre hectares.

En conséquence, le vendeur a notifié auprès de la mairie, [par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 30 juin 2015, dont copie demeurée ci-annexée](#) (*annexe n°6*) le prix et les conditions de la cession projetée.

Plus de deux mois s'étant écoulés depuis cette notification, sans que la mairie ait fait connaître sa décision, elle est considérée comme ayant renoncé à l'exercice de son droit et la vente dudit immeuble peut donc être réalisée.

Deuxième BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute
URBANISME - CONSTRUCTION - PREEMPTION

CERTIFICAT D'URBANISME

Du certificat d'urbanisme délivré le 13 juillet 2015, au titre de l'article L.410-1 a) du Code de l'urbanisme, et demeuré ci-annexé (*annexe n°7*), il résulte ce qui suit :

« Vu la demande d'un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain cadastré section ZM n°32 situé à **REIGNAC SUR INDRE, « La Prairie Haute »** présentée le **2 juillet 2015** par **Maître Eric PELLETIER, notaire associé** demeurant à **CHATEAU RENAULT, 11 place Jean Jaurès** et enregistrée par la mairie de **REIGNAC SUR INDRE** sous le numéro **CUa 03719215H0021**,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants,

CERTIFIE

Article 1 :

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 à 8 du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L.410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Article 2 :

Le terrain est situé dans une commune dotée d'un plan local d'urbanisme approuvé le **3 septembre 2012**.

Il est classé en zone N.

De plus, le terrain est grevé des servitudes d'urbanisme suivantes :

- Il est situé en zone A4 dit d'aléa très fort du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la vallée de l'Indre.

Article 3 : Droit de préemption

Le terrain n'est pas soumis au droit de préemption urbain

Article 4 : servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publiques suivantes affectent l'utilisation du sol : néant.

Article 5 : taxes et redevances

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

- Taxe d'aménagement communale (taux 2%)
- Taxe d'aménagement départementale (taux 1,50%)
- Redevance d'archéologie préventive (taux 0,40%)

Article 6 : participations

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable.

- Participations pour équipements publics exceptionnels (article L.332-6-1-2° c) et L.332-8 du code de l'urbanisme).

Participations préalablement instaurées par délibération.

- Participation pour raccordement à l'égout (article L.332-6-1-2° d), L.332-11-1 et L.332-11-2 du code de l'urbanisme).

Article 7 : information préventive

L'attention du pétitionnaire est attiré sur : néant.

Fait à REIGNAC SUR INDRE, le 13 juillet 2015

Le Maire,
Loïc BABARY.

NOTA BENE : Le terrain, objet de la demande, est situé dans une zone exposée au risque sismique - zone de sismicité 2 - faible en application des articles R.563-4 et D.563-8-1 du code de l'environnement ».

CERTIFICAT D'ALIGNEMENT ET DE NUMEROTAGE

Par lettre en date du 13 juillet 2015, demeurée ci-annexée (*annexe n°8*), la mairie de REIGNAC SUR INDRE a fait savoir que l'immeuble objet des présentes n'est pas desservi par une voie du domaine public telle que chemin rural ou voie communale. Il est accessible par une parcelle privée. Il est donc en l'état et en l'absence de convention ou droit de passage, à considérer comme enclavé. Il n'est donc pas soumis à la procédure d'alignement.

Et par lettre en date du 13 juillet 2015, demeurée ci-annexée (*annexe n°9*), la mairie de REIGNAC SUR INDRE a fait savoir que le terrain cadastré section ZM n°32 n'a pas de numéro de rue.

DROIT(S) DE PREEMPTION

Droit de préemption urbain - La présente vente ne donne pas ouverture au droit de préemption urbain prévu par les articles L.211-1 et L.213-1 du Code de l'urbanisme.

En effet, l'immeuble est situé sur une portion de territoire où ce droit de préemption n'a pas été institué, ainsi qu'il résulte du certificat d'urbanisme sus-énoncé.

Société d'aménagement foncier et d'établissement rural - La présente mutation donnant ouverture au droit de préemption institué par l'article L.143-1 du Code rural et de la pêche maritime au profit de la SAFER, notification a été faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dont une copie certifiée conforme et l'accusé de réception sont demeurés ci-annexés.

Par lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée ci-annexée (**annexe n°10**), la S.A.F.E.R. a déclaré renoncer à exercer son droit de préemption.

En application de l'article L.412-9 du Code rural et de la pêche maritime, la présente mutation sera notifiée à la S.A.F.E.R. dans les dix jours.

Droit de préférence de la commune sur les terrains boisés - Le présent acte donne ouverture au droit de préférence institué par l'article L.331-24 du Code forestier au profit de la commune, la propriété ou les droits relatifs à celle-ci étant classée au cadastre en nature de bois et forêts et d'une superficie totale inférieure à quatre hectares.

En conséquence, le vendeur a notifié auprès de la mairie, [par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 30 juin 2015, dont copie demeurée ci-annexée \(annexe n°11\)](#), le prix et les conditions de la cession projetée.

Plus de deux mois s'étant écoulés depuis cette notification, sans que la mairie ait fait connaître sa décision, elle est considérée comme ayant renoncé à l'exercice de son droit et la vente dudit immeuble peut donc être réalisée.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET SANTE PUBLIQUE

Premier BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute

Etat des risques naturels - L'immeuble objet des présentes n'est pas situé dans une zone couverte par un plan, prescrit ou approuvé, de prévention des risques naturels prévisibles, en conséquence, les dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'environnement ne sont pas applicables.

Etat des risques miniers - L'immeuble objet des présentes n'est pas situé dans une zone couverte par un plan, prescrit ou approuvé, de prévention des risques miniers définie par décret en Conseil d'Etat, en conséquence, les dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'environnement ne sont pas applicables.

Etat des risques technologiques - L'immeuble objet des présentes n'est pas situé dans une zone couverte par un plan, prescrit ou approuvé, de prévention des risques technologiques, en conséquence, les dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'environnement ne sont pas applicables.

Zone de sismicité - Conformément aux dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'environnement, le vendeur déclare que l'immeuble objet des présentes est situé dans une **zone de sismicité** définie par décret en Conseil d'Etat, ainsi qu'il résulte de [l'arrêté préfectoral, indiquant la liste des communes dans lesquelles les dispositions relatives à l'obligation d'informer les acquéreurs de biens immobiliers](#)

[sur les risques majeurs sont applicables, intervenu pour le département de l'Indre-et-Loire le 16 novembre 2012.](#)

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 2005-134 du 15 février 2005 codifié à l'article R.125-26 du Code de l'environnement, un état des risques établi au vu du dossier communal d'informations, est demeuré ci-annexé (*annexe n°12*).

De cet état, il résulte que la commune de REIGNAC SUR INDRE est située dans une zone de sismicité 2 : faible.

L'acquéreur reconnaît avoir été informé, connaissance prise par lui-même, des règles d'urbanisme et de prévention des risques prévisibles liés à la localisation des biens et droits immobiliers faisant l'objet des présentes et spécialement en ce qui concerne le respect pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations, des règles édictées par les articles L111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

Deuxième BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute

Etat des risques naturels - L'immeuble objet des présentes n'est pas situé dans une zone couverte par un plan, prescrit ou approuvé, de prévention des risques naturels prévisibles, en conséquence, les dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'environnement ne sont pas applicables.

Etat des risques miniers - L'immeuble objet des présentes n'est pas situé dans une zone couverte par un plan, prescrit ou approuvé, de prévention des risques miniers définie par décret en Conseil d'Etat, en conséquence, les dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'environnement ne sont pas applicables.

Etat des risques technologiques - L'immeuble objet des présentes n'est pas situé dans une zone couverte par un plan, prescrit ou approuvé, de prévention des risques technologiques, en conséquence, les dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'environnement ne sont pas applicables.

Zone de sismicité - Conformément aux dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'environnement, le vendeur déclare que l'immeuble objet des présentes est situé dans une **zone de sismicité** définie par décret en Conseil d'Etat, ainsi qu'il résulte de [l'arrêté préfectoral, indiquant la liste des communes dans lesquelles les dispositions relatives à l'obligation d'informer les acquéreurs de biens immobiliers sur les risques majeurs sont applicables, intervenu pour le département de l'Indre-et-Loire le 16 novembre 2012.](#)

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 2005-134 du 15 février 2005 codifié à l'article R.125-26 du Code de l'environnement, un état des risques établi au vu du dossier communal d'informations, est demeuré ci-annexé (*annexe n°12 bis*).

De cet état, il résulte que la commune de REIGNAC SUR INDRE est située dans une zone de sismicité 2 : faible.

L'acquéreur reconnaît avoir été informé, connaissance prise par lui-même, des règles d'urbanisme et de prévention des risques prévisibles liés à la localisation des biens et droits immobiliers faisant l'objet des présentes et spécialement en ce qui concerne le respect pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations, des règles édictées par les articles L111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle

technique.

CHARGES ET CONDITIONS SPECIFIQUES A LA VENTE
D'UN IMMEUBLE RURAL
AUTRES CHARGES ET CONDITIONS

Premier BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute

1.- Obligations des vendeurs

Etat - Contenance - L'immeuble est délivré dans son état actuel, sans garantie de la contenance, la différence avec celle réelle, même supérieure à un vingtième, devant faire le profit ou la perte de l'acquéreur.

Vices cachés - Le vendeur ne sera pas tenu à la garantie des vices apparents ou cachés pouvant affecter le sol ou le sous-sol.

A cet égard, il est ici précisé que cette exonération de la garantie des vices cachés ne peut s'appliquer aux défauts de la chose vendue dont le vendeur a déjà connaissance.

Garantie d'éviction - Situation hypothécaire - Le vendeur sera tenu à la garantie d'éviction dans les termes de droit et s'oblige à obtenir, à ses frais, la mainlevée des inscriptions hypothécaires pouvant grever l'immeuble vendu.

A ce sujet, il est ici précisé que le service de la publicité foncière a délivré un état révélant l'existence sur l'immeuble vendu de l'inscription ci-après :

Réserve du droit de retour. Interdiction d'aliéner et d'hypothéquer au profit de Monsieur LAUMONIER né le 28 mars 1928 et Madame THIBAUT, son épouse, née le 22 décembre 1929.

Suivant un acte reçu par Maître Dominique RAGOT, le 10 septembre 2002.

Dont une copie a été enregistrée au Service de la Publicité Foncière le 21 octobre 2002, volume 2002 P numéro 1883

2.- Obligations de l'acquéreur

Impôts et charges - L'acquéreur supportera à compter du jour de l'entrée en jouissance, les impôts, contributions et autres charges auxquels l'immeuble vendu est assujéti.

Concernant les taxes foncières, il est ici précisé ce qui suit :

- Le vendeur demeure seul tenu au paiement de celles relatives aux années antérieures.

- Il demeure également redevable légal de celle relative à l'année en cours. Toutefois, en ce qui concerne le paiement de cette dernière, l'acquéreur déclare avoir remboursé aujourd'hui même au vendeur, qui le reconnaît, la fraction lui incombant dans cette imposition, calculée prorata temporis au vu du dernier avis d'imposition, soit la somme de :

--- € X --- jours / 365 jours = 0,00 €

Ce règlement est considéré par les parties comme étant définitif quels que soient l'évolution et le montant du prochain avis d'imposition.

- Enfin, l'acquéreur sera seul tenu au paiement de celles relatives aux années postérieures. A ce sujet, si l'avertissement continuait à être établi au nom du vendeur, celui-ci s'oblige, sans délai, à informer le centre des impôts du changement de situation résultant des présentes.

Servitudes - L'acquéreur souffrira les servitudes passives, apparentes, continues ou discontinues pouvant grever le bien vendu, sauf à s'en défendre et à profiter en retour de celles actives, le tout s'il en existe, à ses risques et périls.

A cet égard et conformément à l'article 1638 du Code civil, le vendeur déclare que l'immeuble vendu n'est grevé d'aucune autre servitude que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de la loi, de l'urbanisme et de tous règlements le régissant.

Deuxième BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute

1.- Obligations des vendeurs

Etat - Contenance - L'immeuble est délivré dans son état actuel, sans garantie de la contenance, la différence avec celle réelle, même supérieure à un vingtième, devant faire le profit ou la perte de l'acquéreur.

Vices cachés - Le vendeur ne sera pas tenu à la garantie des vices apparents ou cachés pouvant affecter le sol ou le sous-sol.

A cet égard, il est ici précisé que cette exonération de la garantie des vices cachés ne peut s'appliquer aux défauts de la chose vendue dont le vendeur a déjà connaissance.

Garantie d'éviction - Situation hypothécaire - Le vendeur sera tenu à la garantie d'éviction dans les termes de droit et s'oblige à obtenir, à ses frais, la mainlevée des inscriptions hypothécaires pouvant grever l'immeuble vendu.

A ce sujet, il est ici précisé que le service de la publicité foncière a délivré un état révélant l'existence sur l'immeuble vendu de l'inscription ci-après :

Réserve du droit de retour. Interdiction d'aliéner et d'hypothéquer au profit de Monsieur LAUMONIER né le 28 mars 1928 et Madame THIBAUT, son épouse, née le 22 décembre 1929.

Suivant un acte reçu par Maître Dominique RAGOT, le 10 septembre 2002 : publié au Service de la Publicité Foncière le 21 octobre 2002, volume 2002 P numéro 1883.

2.- Obligations de l'acquéreur

Impôts et charges - L'acquéreur supportera à compter du jour de l'entrée en jouissance, les impôts, contributions et autres charges auxquels l'immeuble vendu est assujéti.

Concernant les taxes foncières, il est ici précisé ce qui suit :

- Le vendeur demeure seul tenu au paiement de celles relatives aux années antérieures.

- Il demeure également redevable légal de celle relative à l'année en cours. Toutefois, en ce qui concerne le paiement de cette dernière, l'acquéreur déclare avoir remboursé aujourd'hui même au vendeur, qui le reconnaît, la fraction lui incombant dans cette imposition, calculée prorata temporis au vu du dernier avis d'imposition, soit la somme de :

--- € X --- jours / 365 jours = 0,00 €

Ce règlement est considéré par les parties comme étant définitif quels que soient l'évolution et le montant du prochain avis d'imposition.

- Enfin, l'acquéreur sera seul tenu au paiement de celles relatives aux années postérieures. A ce sujet, si l'avertissement continuait à être établi au nom du vendeur, celui-ci s'oblige, sans délai, à informer le centre des impôts du changement de situation résultant des présentes.

Servitudes - L'acquéreur souffrira les servitudes passives, apparentes, continues ou discontinues pouvant grever le bien vendu, sauf à s'en défendre et à profiter en retour de celles actives, le tout s'il en existe, à ses risques et périls.

A cet égard et conformément à l'article 1638 du Code civil, le vendeur déclare

que l'immeuble vendu n'est grevé d'aucune autre servitude que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de la loi, de l'urbanisme et de tous règlements le régissant.

PROJET

DISPOSITIONS DIVERSES

Premier BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien ci-dessus désigné appartient au vendeur pour l'avoir reçu de Monsieur Hubert Léon Henri LAUMONIER né à REIGNAC SUR INDRE (Indre-et-Loire), le 28 mars 1928 ; et Madame Micheline Georgette Renée THIBAULT née à REIGNAC SUR INDRE (Indre-et-Loire), le 22 décembre 1929.

Suivant donation-partage reçue par Maître Dominique RAGOT, notaire à LOCHES (Indre-et-Loire), le 10 septembre 2002.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au Service de la Publicité Foncière de LOCHES, le 21 octobre 2002, volume 2002 P numéro 1883.

Ledit bien appartenait en propre à Monsieur Hubert LAUMONIER pour lui avoir été attribué aux termes d'un procès-verbal de remembrement dressé par Monsieur le Président de la commission de remembrement le 06 décembre 1966 publié le même jour au bureau des hypothèques de LOCHES volume REM numéro 65/199.

ORIGINE ANTERIEURE

Les parties dispensent expressément le notaire soussigné d'établir plus longuement l'origine de propriété de l'immeuble, déclarant vouloir s'en référer aux anciens titres de propriété.

Deuxième BIEN situé à REIGNAC SUR INDRE (37310), La Prairie Haute ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien ci-dessus désigné appartient au vendeur pour l'avoir reçu de Monsieur Hubert Léon Henri LAUMONIER né à REIGNAC SUR INDRE (Indre-et-Loire), le 28 mars 1928 ; et Madame Micheline Georgette Renée THIBAULT née à REIGNAC SUR INDRE (Indre-et-Loire), le 22 décembre 1929.

Suivant donation-partage reçue par Maître Dominique RAGOT, notaire à LOCHES (Indre-et-Loire), le 10 septembre 2002.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au Service de la Publicité Foncière de LOCHES, le 21 octobre 2002, volume 2002 P numéro 1883.

Ledit bien dépendait de la communauté de biens existant entre Monsieur Hubert LAUMONIER et Madame Micheline THIBAULT pour en avoir fait l'acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître Jacques RAGOT, notaire à LOCHES, le 22 juin 1977.

Une expédition dudit acte a été publiée au bureau des hypothèques de LOCHES le 13 juillet 1977, volume 1923 numéro 20.

ORIGINE ANTERIEURE

Les parties dispensent expressément le notaire soussigné d'établir plus longuement l'origine de propriété de l'immeuble, déclarant vouloir s'en référer aux anciens titres de propriété.

NON-RECOURS A UN PRET PAR L'ACQUEREUR

L'acquéreur déclare qu'il a financé la présente acquisition sans recourir à un ou plusieurs prêts relevant des articles L.312-1 et suivants du Code de la consommation.

Il est informé que s'il entend ultérieurement solliciter un semblable prêt, il ne pourra pas bénéficier du dispositif institué par la loi précitée.

Par suite, le présent acte n'est pas soumis à la condition suspensive d'obtention d'un prêt prévue à l'article L.312-16 du Code de la consommation.

REMISE DE TITRES

Il n'est fait la remise d'aucune pièce ni titre de propriété antérieurs à l'acquéreur qui pourra s'en faire délivrer, à ses frais, tous extraits ou copies comme étant subrogé dans tous les droits du vendeur.

DECLARATIONS D'ETAT-CIVIL

A/ Concernant le VENDEUR :

Chacun des vendeurs déclare confirmer les énonciations figurant en tête des présentes relatives à son état-civil, son statut matrimonial, la conclusion ou non d'un pacte civil de solidarité, sa nationalité et sa résidence.

Ils déclarent en outre :

Ne pas être placés sous l'un des régimes de protection des incapables majeurs,
Ne pas être et n'avoir jamais été en état de règlement judiciaire, liquidation de biens, cessation de paiement, redressement judiciaire ou autres.

Ne pas être en état de règlement amiable ou de redressement judiciaire civil, ni susceptibles de l'être, selon les dispositions des articles L.330-1 et suivants du Code de la consommation.

B/ Concernant l'ACQUEREUR :

L'acquéreur déclare confirmer les énonciations figurant en tête des présentes relatives à son état-civil, son statut matrimonial, la conclusion ou non d'un pacte civil de solidarité, sa nationalité et sa résidence.

Il déclare en outre :

Ne pas être placé sous l'un des régimes de protection des incapables majeurs.

Ne pas être et n'avoir jamais été en état de règlement judiciaire, liquidation de biens, cessation de paiement, redressement judiciaire ou autres.

Ne pas être en état de règlement amiable ou de redressement judiciaire civil, ni susceptible de l'être, selon les dispositions des articles L.330-1 et suivants du Code de la consommation.

PROTECTION DES INFORMATIONS A CARACTERE NOMINATIF

L'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les partenaires légalement habilités tels que les services de la publicité foncière de la DGFIP,
- les offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités

notariales.

Pour les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013, les informations relatives à l'acte, au bien qui en est l'objet, aux montants de la transaction, des taxes, frais et commissions seront transmises au Conseil supérieur du notariat ou à son délégataire pour être transcrites dans une base de données immobilières.

Les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant directement auprès de l'office notarial dénommé « SCP J-L. ROCHE et E. PELLETIER », sis à CHATEAU RENAULT (37110), 11 place Jean Jaurès – Tél : n° 02 47 29 88 55 – Fax : 02 47 29 88 56 – Adresse mail : eric.pelletier@notaires.fr.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix. Elles reconnaissent avoir été informées des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme, qu'à sa connaissance, le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant une augmentation du prix.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, telle qu'elle figure dans la partie normalisée du présent acte, lui a été régulièrement justifiée.

DONT ACTE, rédigé sur [VINGT-TROIS \(23\)](#) pages.

La partie normalisée comprenant [NEUF \(09\)](#) pages.

Fait et passé à [CHATEAU RENAULT](#),

[En l'étude du notaire soussigné.](#)

Les jour, mois et an susdits,

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

Les parties approuvent : - Renvois : - Mots rayés nuls : - Chiffres rayés nuls : - Lignes entières rayées nulles : - Barres tirées dans les blancs :	Paraphes
---	----------

Paraphes	Nom et qualité des signataires	Signatures
	Gérard LAUMONIER Vendeur	
	Joël LAUMONIER Vendeur	

	<u>Rémi DESCHAMPS</u> <u>Acquéreur</u>	
	<u>Hubert LAUMONIER</u> <u>Autre intervenant</u>	
	<u>Micheline LAUMONIER</u> <u>Autre intervenant</u>	
	Maître <u>ROCHE Jean-Luc</u>	